

RÉSOLUTION GÉNÉRALE

« Mieux structurer les temps de l'enfant », les Francas défendent une approche globale !

L'organisation d'une Convention citoyenne sur les temps de l'enfant a été confiée au Conseil économique, social et environnemental (CESE) avec une échéance de conclusions à rendre en novembre prochain, soit 6 mois de travaux seulement pour une question qui concerne « l'avenir de notre pays : nos enfants »¹.

Comment ne pas souscrire à l'ambition d'approche globale donnée par la lettre du Premier ministre au CESE reconnaissant que la question des temps de l'enfant renvoie à des « enjeux éducatifs, sanitaires, sociaux et territoriaux ». Car c'est bien de cela qu'il s'agit pour les Francas, et non d'une seule question d'organisation de la journée ou de l'année scolaire, comme ils l'ont démontré par leur contribution continue aux politiques publiques d'aménagement des temps de l'enfant mises en place depuis 40 ans.

Nous constatons un accroissement continu des inégalités sociales, éducatives dont scolaires et territoriales, un recul de la mixité sociale et un renforcement de la ségrégation sociale et spatiale. Dans le même temps, alors même qu'ils devraient pouvoir combattre et atténuer ces inégalités, les services publics dans leur globalité et plus particulièrement ceux relatifs à la santé et à l'éducation sont en recul, les moyens affectés aux associations en général et aux associations de jeunesse et d'éducation populaire en particulier sont en régression et tous les métiers du lien social sont en tension (dont ceux de l'éducation, de l'animation socioculturelle, du culturel, du social, du médico-social...).

Par ailleurs, les politiques publiques nationales de lutte contre la pauvreté ou contre les violences faites aux enfants sont largement insuffisantes au regard des enjeux.

Enfin, les enfants et les adolescent-es se construisent aujourd'hui dans un environnement fortement anxiogène, lié aux crises sanitaires encore proches, écologiques, aux conflits armés, au terrorisme... qui ont amené le gouvernement à faire de la santé mentale, la Grande cause nationale 2025.

Ce contexte national et international interroge plus globalement la place faite aux enfants dans la société et notre capacité collective à nous mettre à la hauteur des enfants.

Pour les Francas, repenser les temps de l'enfant suppose de :

- Prendre en compte avant tout l'intérêt supérieur de l'enfant et l'effectivité de tous ses droits
- Reconnaître le caractère global de l'éducation par la mobilisation de l'ensemble de la ou des communautés éducatives pour construire en complémentarité et continuité un accueil éducatif de tous les enfants et adolescent-es sur tous les temps de vie, scolaire, périscolaire, extrascolaire, de 0 à 18 ans, soit pour 21 % de la population.
- Renforcer l'apport éducatif des activités hors temps scolaire, dont les centres de loisirs, 2^e structure d'accueil collectif des enfants après l'école.
- Affirmer la nécessité d'une ambition politique pour l'enfance et l'éducation aux plans national et territorial. Cela engage notamment à un renouveau du projet éducatif territorial et à une revue de détails de la multiplicité des dispositifs nés ces dernières années.
- Consulter et concerter les premiers concernés à savoir les enfants et les adolescent-es dans toute leur diversité.
- Identifier les conditions de réussite pour une transformation profonde de la société qui réponde aux besoins éducatifs, sociaux, culturels et sanitaires de tous les enfants et adolescent-es, dont ceux à besoins particuliers, et leur permette de grandir, se développer et s'émanciper en sécurité et sérénité.

Parmi ces conditions, les moyens alloués au système scolaire, le soutien aux collectivités locales et aux associations de jeunesse et d'éducation populaire sont indispensables. Les Francas appellent de leurs vœux plus que jamais la création d'un ministère de l'Enfance, seule garantie d'une approche globale.

Les Francas, réunis en Assemblée générale nationale, se saisissent de l'annonce d'une communication spécifique à l'adresse de toute la population et de l'organisation d'ateliers locaux dans le cadre de cette Convention citoyenne, offrant l'opportunité d'animer ainsi le débat public sur les questions d'enfance et d'éducation, en amont des prochaines élections municipales. Ce qui permettra aux familles, aux enseignant-es et autres membres de la communauté éducative, aux collectivités, aux associations et aux citoyen·nes d'apporter leur expertise et de faire valoir leurs propositions.

Les Francas seront vigilants à la prise en compte effective des recommandations de cette Convention citoyenne qui correspondent à l'approche globale qu'ils défendent.

¹ Toutes les citations sont issues de la lettre de mission du Premier ministre au président du CESE, mai 2025